

Citoyennetés locales au Maghreb. Les perspectives de la longue durée

Isabelle GRANGAUD



Chargée de recherche au
CNRS. Chercheur à
l'IREMAM-UMR 7310 en
affectation à l'IRMC

isabelle.grangaud@gmail.com

Parler de citoyenneté au Maghreb, en dehors de l'époque contemporaine, paraît *a priori* anachronique. Toutefois, privilégier la perspective de la longue durée permet d'interroger l'articulation entre les formes plurielles et reconnues d'adhésion à (d'insertion dans) un lieu et l'accès inégal à la jouissance de droits attachés à ce lieu. Le programme *Citoyennetés locales au Maghreb. Les perspectives de la longue durée* qui veut mettre en relief la variété des expressions citoyennes, sans les inférer nécessairement à l'espace national (en privilégiant les formes localisées) ni les limiter à un référent strictement formel et statutaire (en saisissant, dans les pratiques mêmes, les modes d'affirmation), bouscule les pré requis habituels d'un tel questionnement.

Critique d'une conception restrictive de la notion de « citoyenneté », ce programme interdisciplinaire considère en effet « les » citoyennetés au Maghreb, à l'instar des recherches aujourd'hui nombreuses, en anthropologie notamment. Il prend place dans le mouvement à l'œuvre depuis quelques années, visant à « dénaturer » la notion stable et formelle de « citoyenneté ». Ainsi un certain nombre de travaux ont mis en perspective la nécessité de considérer les dimensions supranationales de la citoyenneté aujourd'hui (Maas, 2013) ou encore d'approcher, la reconnaissance, la

vitalité et la performativité des citoyennetés locales (Jacob, Le Meur, 2010 ; Lund, Hahonou, 2014), y compris au travers des articulations plus ou moins heurtées avec les citoyennetés nationales. Des travaux historiques portant sur l'époque moderne ont montré, à leur tour, combien, plus que le fait de venir d'ailleurs, l'étranger était celui qui ne pouvait faire valoir son appartenance à une localité, n'avait pas, ou était grevé d'un déficit, d'accès aux ressources de celle-ci (Cerutti, 2012 ; Grangaud, 2015).

Ces perspectives, en rupture avec une longue tradition des sciences sociales faisant du décalque entre « citoyenneté » et « nation » une association pacifique et naturelle, soulignent combien cette isomorphie est le produit d'une construction téléologique qu'il importe de bousculer : cette vision de la citoyenneté, non seulement en ignore la part

intrinsèque des luttes qui la fondent, mais encore la réduit aux droits politiques inhérents à la démocratie (Clarke *et al.*, 2014 ; Neveu, 2004 ; Savina, 2012). Considérer les citoyennetés locales au Maghreb, aussi bien dans le présent que dans le passé, s'inscrit donc dans le fil de ce renouvellement d'approche.

Contre l'idée qu'à des communautés locales essentiellement pré-nationales et identitaires s'opposerait l'État légal, ce programme entend aussi de prendre au sérieux les processus y compris les plus ordinaires, à travers lesquels la citoyenneté, c'est-à-dire les droits liés à une appartenance locale, se voit affirmée, revendiquée ou exercée (Bergaoui, Cerutti, Grangaud, 2015). Le fait d'insister sur la dimension « locale » de ces citoyennetés ne doit pas être pour autant lu comme le choix de travailler « à côté » ou à la périphérie de l'État, comme ce à



© Sami Bergaoui.

quoi souvent on associe le local. L'enjeu est inverse : il entend saisir le poids des formes citoyennes localement affirmées, dans la construction de la légitimité des revendications de droits. De cette façon, il s'agit d'interroger la centralité des constructions locales, c'est-à-dire localisées ou situées, des droits de citoyenneté. Cette perspective entend dépasser les apories d'un débat visant à interroger qui de la tribu ou de l'État s'impose ou est légitime, pour analyser de façon circonstanciée l'articulation entre l'usage de ces référents, les formes d'inscription locale et la construction circonstanciée des droits citoyens (Bargaoui 2008, Ben Hounet, 2007 ; 2009 ; Berriane, 2015 ; Hachmaoui, 2012 ; et 2013 ; MacDougall ; Parks, 2013).

Les sociétés du Maghreb offrent un terrain fructueux, et peu exploré sous cet angle, pour mettre en pratique dans l'espace et dans le temps des regards croisés au sein d'une région de la Méditerranée. L'enquête se situe à l'articulation de deux autres programmes pluridisciplinaires ouverts à l'ensemble du pourtour méditerranéen : le GDRI APOCOPE¹ et l'Aprimed PALOMED². Fort de cette armature scientifique internationale, sensible à la perspective comparative – qui prémunit d'emblée contre les barrières vite érigées par les considérations culturalistes et/ou l'exceptionnalité –, le programme **Citoyennetés locales au Maghreb** cherche à prendre part à la dynamisation des sciences sociales par le dialogue disciplinaire.

Dans le cadre de ce programme, les axes de recherches se déclinent selon un triple questionnement qui d'une part se focalise sur les *expressions citoyennes, manifestations, revendications et exercice* ; d'autre part cherche à repérer et à analyser la nature des *supports sociaux et institutionnels de la fabrique de la citoyenneté* ; enfin se propose de *repenser les lieux de la citoyenneté*.

¹ (2013-2016) Programme du Groupement de Recherche International (GDRI-CNRS) sous la direction d'Isabelle Grangaud. Dans ce cadre, les trois rencontres internationales qui ont eu lieu sont : « Mobilisations : création, revendication, défense des

droits de citoyenneté » (Beyrouth, 12-13 novembre 2015) et appartenance : droits, obligations, conflits » (Tunis, 20-21 octobre 2016).

² *L'appartenance locale en Méditerranée. Relations sociales, droits, revendications* (2016-2018) Programme APRIMED (LabexMed) sous la direction d'Isabelle Grangaud. Au centre de ce programme, se trouve un dictionnaire interactif des mots de l'appartenance au nord et au sud de la Méditerranée. Le séminaire co-organisé avec Simona Cerutti, « Citoyennetés : perspective comparative au nord et au sud de la Méditerranée », est cette année (2016-2017) consacré à ce dictionnaire.

Bibliographie

- Sami BARGAOUI, 2008, « Le baldi, entre histoire et droit », *Itinéraire d'un historien et d'une historiographie. Mélanges offerts au Professeur Mohammed Hédi Chérif*, Tunis, Centre de publication universitaire, 105-124.
- Sami BARGAOUI, Simona CERUTTI et Isabelle GRANGAUD (dir.), 2015, *Appartenance locale et propriété au nord et au sud de la Méditerranée*, Livres de l'IREMAM [En ligne] <http://books.openedition.org/iremam/3415?lang=fr>.
- Yazid BEN HOUNET, 2007, « Des tribus en Algérie ? À propos de la déstructuration tribale durant la période coloniale », *Cahiers de la Méditerranée*, 75, décembre, 150-171.
- Yazid BEN HOUNET, 2009, *L'Algérie des tribus. Le fait tribal dans le Haut Sud-Ouest*, Paris, L'Harmattan.
- Yasmine BERRIANE, 2015, « Inclure les « n'ayants ? pas droit », Terres collectives et inégalités de genre au Maroc », *L'Année du Maghreb*, 13, 61-78.
- Simona CERUTTI, 2012, *Étrangers. Étude d'une condition d'incertitude dans une société d'Ancien Régime*, Paris, Bayard.
- John CLARKE, Kathleen COLL, Evelina DAGNINO et Catherine NEVEU, 2014, *Disputing Citizenship*, Bristol, Policy Press.
- Isabelle GRANGAUD, 2015, « Le Bayt al-mâl, les héritiers et les étrangers. Droits de succession et droits d'appartenance à Alger à l'époque moderne », in S. BARGAOUI, S. CERUTTI et I.

GRANGAUD (dir.), *Appartenance locale et propriété au nord et au sud de la Méditerranée*, Éditions de l'IREMAM, 2015, ISBN électronique : 9782821863835 [<http://books.openedition.org/iremam/3512>].

Mohammed HACHEMAOUI, 2012, « Y a-t-il des tribus dans l'urne ? Sociologie d'une énigme électorale (Algérie) », *Cahiers d'études africaines*, 51 (205), 103-163.

Mohammed HACHEMAOUI, 2013, *Clientélisme et patronage dans l'Algérie contemporaine*, Paris-Aix-en-Provence, Karthala-IREMAM.

Jean-Pierre JACOB, Pierre-Yves LE MEUR, 2010, « Citoyenneté locale, foncier, appartenance et recon-naissance dans les sociétés du sud », in J.-P. JACOB et P.-Y. LE MEUR (dir.), *Politique de la terre et de l'appartenance. Droits fonciers et citoyenneté locale dans les sociétés du Sud*, Paris, Karthala, 5-58.

Christian LUND, Éric HAHONOU (dir.), 2014, *Propriété et citoyenneté dans l'Afrique des villes, Politique africaine*, 132.

Willem MASS (éd.), 2013, *Multilevel citizenship*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press.

James MCDOUGALL, Robert P. PARKS, 2013, « Locating social analysis in the Maghrib », *The Journal of North African Studies*, Special issue on *Globalism and local in North Africa*, 631-638.

Catherine NEVEU, 2004, « Les enjeux d'une approche anthropologique de la citoyenneté », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 20, n° 3, 2004, mis en ligne le 14 octobre 2005, consulté le 1^{er} mars 2015. [URL : <http://remi.revues.org/2024>].

Claire SAVINA, 2012, « Citoyenneté, citizenship, muwāṭana : traduction et circulation d'un concept », *Les Carnets de l'Ifpo. La recherche en train de se faire à l'Institut français du Proche-Orient*. [En ligne : <http://ifpo.hypotheses.org/4546>, 4 décembre 2012].